

## De tous les Européens, le Belge reste le plus taxé

D'après un classement dressé par l'Institut Molinari, le salarié belge est le moins bien loti, au sein des 28 pays de l'Union européenne, en matière de prélèvements fiscaux.

pp. 22-23



LEFTERIS PITAKIS/AP

Des combattants kurdes syriens tiennent tête à l'organisation de l'Etat islamique.

## Kurdes et djihadistes, le coup double de la Turquie.

International pp.14-15 & Edito p.56

## Michel Leiris, l'intime des plus grands artistes, s'expose à Metz.

Culture pp.42-43

### HORTA

HÔTEL DE VENTES - AUCTIONEERS

70/74 Avenue de Rodebeek - 1030 Bruxelles

TEL 02/ 741 60 60 - Fax 02/ 741 60 70

E-mail : info@horta.be - Internet : www.horta.be

Ventes publiques mensuelles cataloguées

Direction : Dominique de Villegas

Prochaine vente  
d'antiquités et d'œuvres d'art :  
les 14 et 15 septembre 2015 à 19h30



ALBÉRIC  
COLLIN  
(École belge  
1886-1962)

Sculpture  
en bronze :  
"Héron aux ailes  
déployées".

Vendue le 13 octobre  
à 49.200 €  
frais inclus.

Journée d'évaluations gratuites  
en nos bureaux

LUNDI 3 AOÛT

- Tableaux, sculptures et mobilier de 10h à 12h et de 14h à 17h
- Bijoux de 10h à 12h
- Livres anciens et modernes de 14h à 16h

ÉVALUATIONS À DOMICILE SUR RENDEZ-VOUS



LÉONIDE  
FRECHKOP  
(École russe  
1897-1982)

Huile  
sur toile :  
"Après le  
bain".

Vendue  
le 11 mai  
à 14.400 €  
frais inclus.

• Le jour de "libération" fiscale sonnera le 6 août pour le travailleur belge.

• Mais, selon les calculs de l'Institut Molinari, la Belgique sera bientôt dépassée par la France.

• En cause ? Le "tax shift", dont les effets restent toutefois peu clairs.

# Le Belge reste le plus taxé d'Europe

## "La France va bientôt dépasser la Belgique"

Plus que dix jours à attendre et le salarié "moyen" belge sera libéré de ses obligations fiscales et sociales pour cette année 2015. C'est du moins ce qu'affirme l'institut économique Molinari qui calcule, chaque année, le jour de "libération fiscale" ("Tax Freedom Day") des 28 pays de l'Union européenne.

Et, sans surprise, la Belgique arrive encore une fois à la dernière place de ce classement avec une "libération fiscale et sociale" prévue le 6 août prochain. Soit la même date que l'année dernière. "C'est à partir de cette date que le salarié belge recouvre - une fois tous ses impôts et taxes payés - la liberté d'utiliser, comme il veut, son pouvoir d'achat, en consommant ou épargnant", explique James Rogers, l'un des auteurs de cette étude. Rien ne

change vraiment donc sous le ciel fiscal belge puisque notre pays tient cette lanterne rouge depuis cinq ans, derrière le même duo: la France ("libérée" le 29 juillet) et l'Autriche (le 25 juillet).

D'après l'institut Molinari, qui se base sur des chiffres d'Ernst & Young, les prélèvements obligatoires représentent 59,5% du "salaire complet" en Belgique. Les employeurs belges doivent ainsi déboursier 247 euros (contre 187 euros pour la moyenne européenne) pour que leurs salariés moyens disposent de 100 euros de pouvoir d'achat. Comment l'institut arrive-t-il à des chiffres si élevés ? C'est simple, les chercheurs ont pris en compte la totalité des taxes ayant rapport avec un travailleur, à savoir les charges sociales patronales, les charges sociales salariales, l'impôt sur le revenu, mais

aussi la TVA. "Notre objectif est d'avoir une vision globale de tout ce qui réduit, in fine, le pouvoir d'achat réel d'un travailleur", poursuit M. Rogers de l'institut qui porte le nom d'un économiste belge, Gustave de Molinari, décédé en 1912 et adepte du libre-échange.

### Un concept contesté

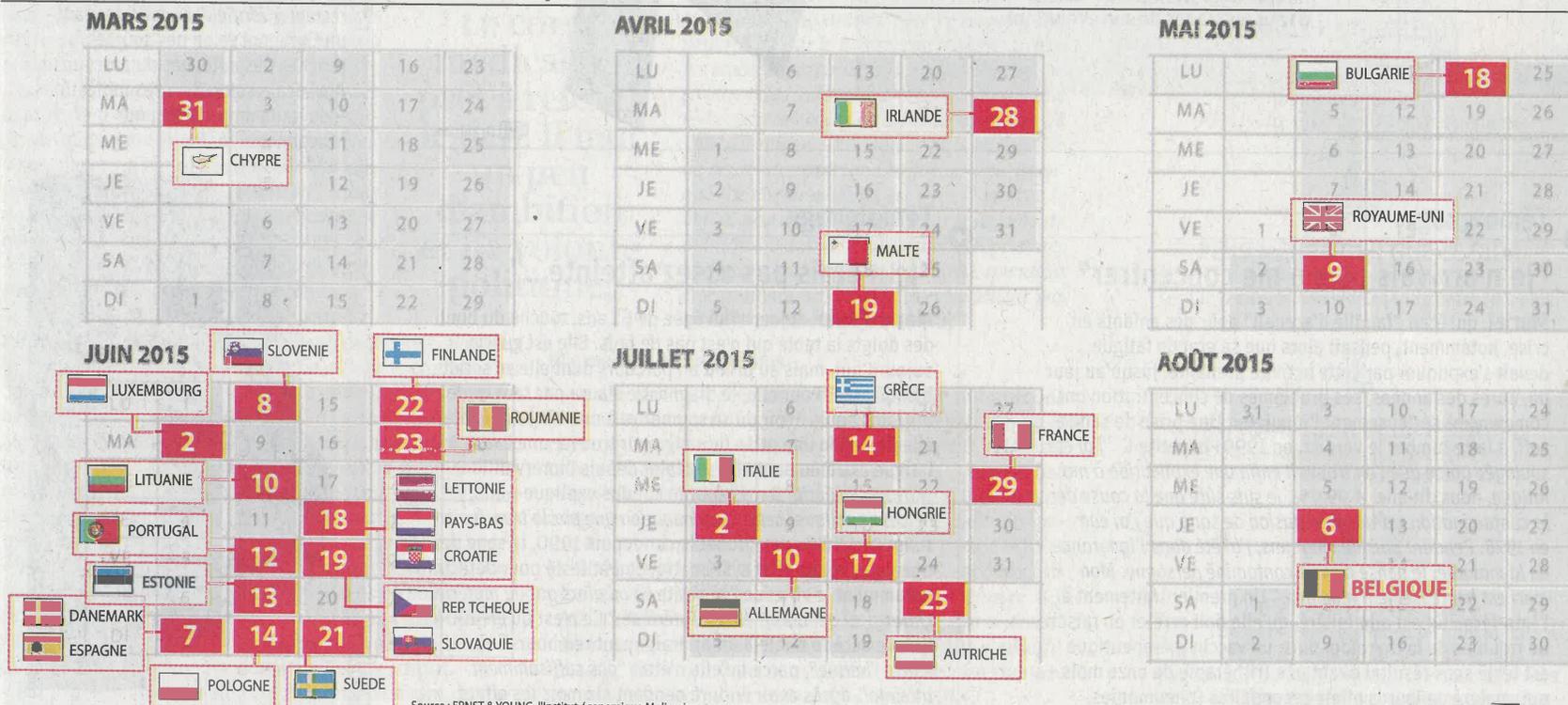
A noter que ce concept de "libération fiscale" a souvent été contesté. Ne compare-t-on pas des pommes et des poires ? Les travailleurs chypriotes (déjà libérés fiscalement depuis le 31 mars), maltais (le 19 avril) ou irlandais (le 28 avril) ne reçoivent, par exemple, pas la même protection sociale que leurs confrères belges. Mais, là aussi, les auteurs de l'étude émettent certains doutes dans cette relation entre prélèvement et qua-

lité des services publics. "La France enregistre des scores moyens dans plusieurs indicateurs internationaux, notamment de prestations offertes ou de qualité de vie en dépit de l'importance des prélèvements et des dépenses publiques", expliquent-ils.

La France est justement, selon l'étude, le pays qui devrait endosser le maillot jaune de la pression fiscale européenne dès l'an prochain à la place de la Belgique. "Nous pensons que la récente réforme fiscale de votre gouvernement (le fameux "tax shift" annoncé jeudi dernier, Ndlr) va restaurer la compétitivité de la Belgique", explique James Rogers (voir par ailleurs). La France ferait bien de s'inspirer de l'exemple belge et entamer de vraies réformes si elle ne veut pas devenir la prochaine championne européenne de la fiscalité."

R.Meu.

### "Tax Freedom Day" dans les pays de l'Union européenne



Source : ERNST & YOUNG, l'Institut économique Molinari

IPM Graphics



PHILIP REYNOLDS - BERT VAN DEN BROUCKE/PHOTO NEWS

Selon l'Institut Molinari, le salaire moyen belge "complet" (incluant les charges patronales) est le plus élevé d'Europe avec 62000 euros par an. En net, ce salaire tombe à la huitième position européenne.

## En avoir (ou pas) pour son argent

Ce n'est pas parce que le fardeau fiscal est important que la quantité et la qualité des services publics sont de la même veine. Pour arriver à cette constatation, l'Institut économique Molinari a, en quelque sorte, jaugé la pression fiscale et le taux de socialisation avec deux autres indicateurs que sont, d'une part, l'indice de développement humain des Nations unies (qui tient compte de données comme le niveau de scolarité, la santé, les inégalités...), d'autre part, l'indice "Better life" de l'OCDE, que l'on pourrait qualifier d'échelle du bonheur.

Dans le premier cas, on voit que certains pays – comme la France ou la Belgique – ont une structure de services très coûteuse qui ne semble pas toujours être à la hauteur, à l'inverse de ce qui se pratique aux Pays-Bas ou en Allemagne, par exemple. Dans le bas du tableau, une île comme Chypre – où la pression fiscale est la moins importante – en offre davantage à ses ressortissants que des pays comme l'Estonie ou la Pologne. "Il est impossible de dire quel est le pays qui en offre le plus pour son argent, explique Nicolas Marques, un des auteurs de l'étude. Il est en effet très difficile d'introduire du qualificatif dans l'étude de la pression fiscale. On peut toutefois dire que pour un taux de socialisation et d'imposition quasiment identique, les prestations sont meilleures en Allemagne qu'en Grèce, aux Pays-Bas qu'en Suède ou en Finlande."

De là à dire que pour le même prix il est préférable de vivre aux Pays-Bas qu'en Suède il y a un pas qu'il hésite à franchir. C'est que le sentiment du bonheur vient rebattre les cartes différemment : celui-ci est en effet meilleur en Suède qu'aux Pays-Bas... Et à ce titre, la Belgique s'en sort finalement pas mal puisqu'elle donne l'impression d'en offrir quasiment autant que l'Allemagne et le Luxembourg...

C.M.

## Le "tax shift" pourrait aider

Bien malin qui pourra dire si les mesures que vient d'annoncer le gouvernement en matières fiscale et budgétaire permettront de faire évoluer la situation belge dans ce classement. Charles Michel avance à la fois des mesures qui sont de nature à grever le pouvoir d'achat au bénéfice de l'Etat et d'autres, au contraire, qui doivent contribuer à valoriser les revenus nets.

Il en va ainsi des 100 euros mensuels dont les bas salaires (et moyens revenus dans une certaine mesure) doivent profiter. Mais cette somme sera immanquablement "mangée" par la hausse de la fiscalité indirecte induite par l'augmentation de la TVA sur l'électricité et la hausse des accises. "Je dirais que ceux qui fument, qui boivent et qui roulent beaucoup au diesel payeront plus la facture que les autres", déduit Christophe Van Canneyt, chief economist chez Puilaetco Dewaay Private Bankers. Sans trop se mouiller quant au classement Molinari, l'économiste ajoute une distinction entre les bénéfices individuels et les bénéfices collectifs des mesures gouvernementales. La réduction des cotisations patronales doit pouvoir améliorer l'emploi et donc diminuer les besoins de la Sécu, indique-t-il.

James Rogers, de l'institut économique Molinari, est plus catégorique. Selon lui, le tax shift devrait permettre à la Belgique de sortir du podium des pays européens les plus taxés. "La réduction des charges patronales de 33 à 25 % rendra la Belgique plus compétitive", explique-t-il. Le fait que l'Etat a promis de restituer 100 euros par mois de pouvoir d'achat à certains travailleurs belges est aussi un bon signe, même s'il faudra étudier aussi l'impact de la hausse de certaines autres taxes."

M. Co. et R. Meu.

## La zone euro taxe plus

Un constat intéressant à noter est que la pression fiscale moyenne a évolué différemment parmi les pays de la zone euro et en dehors de celle-ci. En 2010, la pression fiscale était moins élevée dans la zone euro que parmi les pays de l'Union européenne n'utilisant pas la monnaie unique. Mais en 2012, la courbe s'est inversée. Et depuis 2014, la pression fiscale est plus élevée dans les pays de la zone euro qu'en dehors de celle-ci. Comment expliquer cela? "Intuitivement, je dirais que c'est parce que les stabilisateurs automatiques sont plus importants dans les pays de la zone euro, explique l'économiste Bruno Colmant. Avec la crise, les pays de la zone euro ont donc dû financer l'augmentation de leurs prestations sociales."

Selon l'économiste, le virage politique du Royaume-Uni pourrait avoir joué un rôle prépondérant. "Il y a trois ans, David Cameron a mis en place une politique de flexibilisation du marché du travail, ajoute Bruno Colmant. Ces mini-jobs à l'allemande ont permis de réduire le coût du travail et donc la pression fiscale." Et comme le Royaume-Uni est le plus important pays européen extérieur à la zone euro, ce virage a certainement eu un impact important. "D'autant plus que l'Allemagne a récemment décidé d'augmenter ses salaires, explique Bruno Colmant. Cela a forcément un impact positif sur leurs rentrées fiscales."

Etienne de Callatay, chef économiste à la Banque Degroof, ajoute que l'appartenance à l'Union monétaire a imposé une discipline budgétaire qui n'a pas été observée en dehors de la zone euro. "Or, cette rigueur a induit pour partie des augmentations d'impôts", explique-t-il.

L.Lam.